

(4)

ITINÉRAIRES URBAINS AUTOUR DE BRASILIA : ENTRE LE LOCATIF ET L'INVASION

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire
N° : 31486 ex A
Cote : B

P37

11

La capitale du Brésil se confond-elle avec le plan dessiné par Lucio Costa, se réduit-elle à une ville de 400.000 habitants, ou s'étend-elle à la douzaine de villes satellites qui l'entourent et compte-t-elle alors 1.800.000 habitants ? La question est loin d'être tranchée car les approches politiques ou juridiques, socio-économiques ou urbaines conduisent à des réponses différentes.

Ce complexe polynucléaire est le résultat d'une politique de l'habitat, poursuivie depuis la création du District fédéral (Aubertin et Peluso, 1990), et qui vient de prendre un nouveau tournant. Le grand programme d'installation des populations pauvres sur des lots « semi-urbanisés » - *programa de assentamento dos invasores e dos inquilinos de baixa renda* - a pour ambition de concerner près du tiers, soit environ 600.000 des habitants du District fédéral. Ce projet est exemplaire, par son ampleur et par les modalités de son déroulement, mais surtout par les inflexions radicales qu'il met en évidence en matière de gestion urbaine.

Ce programme a été décidé extrêmement rapidement à la suite de la nomination d'un nouveau gouverneur à la fin de 1988. Il ne s'appuie sur aucune justification technique, il ne fait référence à aucune théorie urbanistique ou sociologique : l'urgence sociale, et sans doute la proximité des élections nationales et régionales, ont primé. Lors des réunions organisées par le gouvernement du District fédéral pour étudier les revendications des diverses associations chargées de représenter la société civile, le logement s'est imposé comme un droit prioritaire, bien avant

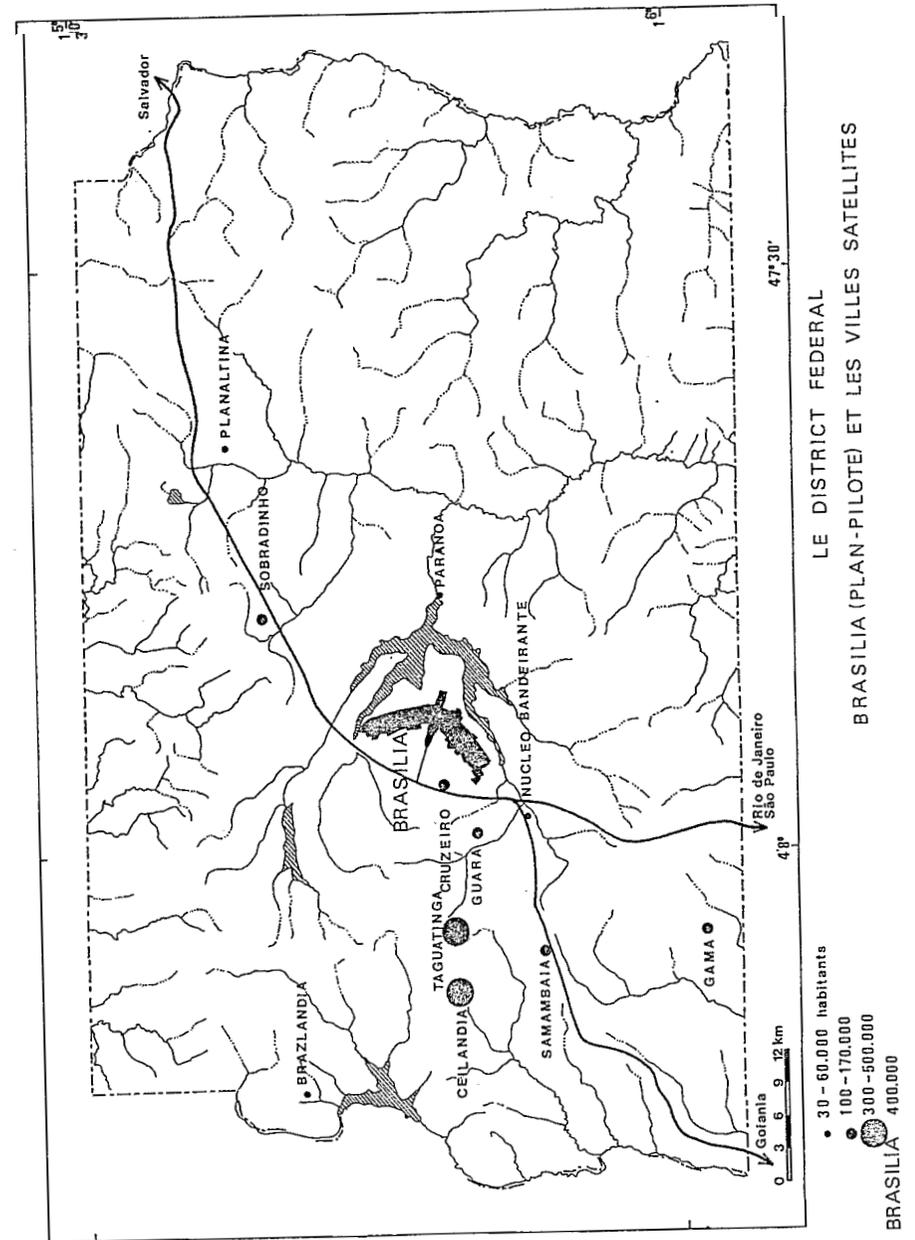
l'emploi, la santé ou l'éducation. L'ordre des sujets traités et le processus de prise de décision réduit à un face-à-face entre organes gouvernementaux et associations, indiquent un changement des définitions et des réponses à donner aux problèmes urbains. L'intégration par le logement supplante l'intégration par l'emploi dans l'affirmation de la citoyenneté. L'ensemble des circuits de sociabilité qui garantissent l'insertion urbaine, le consensus entre gouvernants et gouvernés, semblent désormais s'articuler essentiellement autour de l'habitat.

L'inscription du droit au logement dans la nouvelle constitution avait été longuement débattue. Un logement digne pour tous implique la régularisation foncière et le droit de propriété. Il implique également la fin du marché de sous-locations, la destruction des habitations précaires où les locataires vivent dans des conditions souvent plus misérables et plus onéreuses que les habitants en situation d'occupation illégale. Dans ce contexte, la lutte contre la misère urbaine ne pouvait plus se réduire à la lutte contre les bidonvilles.

Ces considérations donnent une dimension nouvelle au problème du logement. Vouloir y répondre rapidement et efficacement suppose de rompre avec la politique des grands programmes de logement.

Le programme de relogement des populations pauvres du District fédéral sur des lots semi-urbanisés illustre cette rupture ne requiert qu'un minimum d'investissement. On peut y voir un plus grand réalisme de la part de l'Etat, mais aussi son manque de moyens financiers, la nécessité d'agir sur le court terme et l'impuissance à agir sur le long terme. Il est également ambigu d'interpréter cette sorte de désengagement du secteur public comme une victoire de la démocratie. Toute une foule d'associations sont désormais parties prenantes des projets urbains. L'Etat compose avec les forces sociales existantes auprès desquelles il recherche une nouvelle légitimité et dont l'énergie est seule capable de pallier son insuffisance de ressources ou d'influence sociale. Les alternatives populaires, si souvent présentées comme une gestion de l'informel, comme une utilisation de ressources humaines jusqu'alors négligées, semblent entériner l'affaiblissement du pouvoir d'Etat (Durand-Lasserve, 1988).

La perception du fait urbain évolue et apparaît plus que jamais liée à l'évolution de la perception du développement économique et du rôle de l'Etat. Devant la faillite des modèles de développement fondés sur la production industrielle, on semble découvrir l'importance du travail informel, des réseaux d'échange non monétaires, des structures de clientélisme qui irriguent tout le tissu associatif. Pour rendre compte de



ces mouvements urbains, il est difficile de continuer à privilégier les approches en termes de système de production, de marché de l'emploi, de catégories sociales, de revenus... Une approche en termes d'itinéraires apparaît plus appropriée.

Cet article s'appuie sur un important travail d'enquêtes de terrain où ont été privilégiés les recueils d'histoires de vie. Dans une première partie nous présenterons les grandes étapes des politiques de l'habitat dans le District fédéral depuis son origine, puis nous présenterons le programme en insistant sur l'émergence de la ville nouvelle de Samambaia. Nous tenterons de montrer les phénomènes qui se dégagent et qui heurtent nos grilles d'analyse habituelles.

CAPITALE VITRINE ET VILLES SATELLITES

Brasilia forme un ensemble urbain très particulier auquel la cartographie officielle ne rend pas hommage. Les représentations du District fédéral montrent le tracé net d'un petit avion (le Plan pilote), pointé vers le sud-est, encerclé d'une dizaine d'agglomérations (les villes satellites) généralement à peine esquissées par des lignes géométriques qu'on distingue mal de celles démarquant les zones rurales ou militaires.

La construction de Brasilia, capitale du Brésil, est le produit d'un long processus où se mêlent mythes fondateurs, idéologie du développement, adhésion à la modernité et rêves utopiques. Bâtie suivant un plan symbolique qui intègre tous ces éléments, Brasilia s'y concentre et s'efforce d'ignorer son environnement.

Cependant, le jour de son inauguration, le 21 avril 1960, Brasilia est déjà morcelée : la majorité de ses habitants résident dans huit centres urbains bien distincts du Plan pilote. Il y a bien sûr les deux villes anciennes prises dans le périmètre du District fédéral, Planaltina et Brazlandia, qui s'étofferont rapidement, et également une excroissance tolérée du Plan pilote, Cruzeiro ; mais il y a aussi le bidonville de Paranoa et la cité de chantier de Nucleo Bandeirante qui résisteront à la destruction, et surtout, il y a ces grands espaces que l'on lotit en toute hâte pour recevoir les populations énergiquement déplacées loin des abords du Plan pilote : Taguatinga, Gama, Sobradinho. En 1970, le Plan pilote n'accueille que 115 000 des 520 000 habitants du District fédéral, et les concentrations urbaines illégales se multiplient.

A Brasilia, contrairement au reste du Brésil, on ne parle pas de *favelas* pour désigner les logements précaires des zones non urbanisées mais

d'invasões pour souligner leur statut hors la loi. Les occupants illégaux de Brasilia, revendiquent quant à eux le terme de *favelados*, expression commune à tous les mal logés du Brésil.

Les terres occupées du District fédéral appartiennent au domaine public sur lequel il est plus aisé matériellement de s'installer sans craindre une répression immédiate, et, dans le cas d'une intervention, l'État, aussi autoritaire soit-il, se doit de proposer une alternative de relogement. Aussi dans la capitale du Brésil, l'illégalité de l'invasion prime-t-elle sur son apparence physique de bidonville.

Les organes publics chargés du logement s'adressent à une clientèle solvable et exigent des niveaux de revenus qui ne sont pas ceux de la majorité des habitants. Face à une politique qui limite la demande, l'offre, pour des raisons financières comme bureaucratiques, est très réduite et n'enraye en aucune façon la crise du logement. La lutte contre les invasions ne fait pas l'objet d'une politique cohérente. Certaines prospèrent alors que d'autres sont vigoureusement éradiquées. Leurs habitants sont en général relogés sur des terrains éloignés, plus ou moins bien équipés, dans les villes satellites, moyennant une très faible participation financière garantissant à long terme un droit de propriété. Malgré le manque de réflexions d'ensemble et d'actions réellement programmées, il est difficile de ne pas voir dans cette suppression de mesures prises au coup par coup une politique volontaire d'exclusion, justifiée par la volonté de protéger la fonction administrative de la ville et le tracé du Plan pilote.

Il faut attendre 1978 pour que soit promulgué officiellement le Plan d'organisation structurelle de l'occupation territoriale, le PEOT, aujourd'hui encore le seul plan urbain directeur du District fédéral (2). Il prévoit, pour l'an 2000, une agglomération de 2,4 millions d'habitants qui pour respecter le tracé originel du Plan pilote, constituerait un ensemble urbain continu vers l'ouest. Dans cet esprit, une nouvelle ville satellite, Samambaia, est projetée pour accueillir 350 000 personnes.

L'avènement de la nouvelle République en 1985 ouvre une période propice à la réflexion. Lucio Costa est appelé pour proposer quelques aménagements à son plan. Il offre une réponse technique et architecturale impropre, par nature, à résoudre les problèmes sociaux (Costa, 1987). Mais c'est l'élaboration de la nouvelle Constitution et l'instauration d'élections au suffrage universel, pour le président comme pour le gouverneur du District fédéral, qui offrent d'autres perspectives. La nouvelle Constitution reconnaît en effet un droit de propriété pour qui occupe des terrains depuis plus de cinq ans, à la campagne comme à la

ville. Pour les pouvoirs publics, il s'agit alors de faire vite pour éviter d'entériner des occupations illégales au cœur des villes. Par ailleurs, il est désormais impossible de recourir sans plus de discernement à la force : le droit de vote accordé aux mal logés modifie singulièrement la vision des dirigeants. Un grand programme d'installation des populations pauvres à Samambaia est déclenché.

LE PROGRAMME D'INSTALLATION DES POPULATIONS PAUVRES A SAMAMBAIA

En décembre 1988, trois mois après la nomination du nouveau gouverneur du District fédéral, Joaquim Roriz (3), se tiennent les assises de l'habitation. Il ne s'agit plus de séminaires universitaires sur la politique urbaine mais d'une semaine d'empoignades entre organes du gouvernement du District fédéral et associations chargées de représenter ses habitants (4). A cette époque, la SHIS, organe du gouvernement du District fédéral chargé de l'habitat social est dépossédée de ses attributions et la responsabilité entière du programme passe au Secrétariat des services sociaux. Le problème du logement n'est plus technique, ni même politique, il devient exclusivement social. Cette réorganisation bureaucratique concourt à donner une neutralité politique au projet : les candidats au relogement auront d'abord affaire à des assistantes sociales.

En deux mois, 40 000 familles d'*invasores* sont recensées sur tout le District fédéral auxquelles s'ajoutent, alors que les études urbaines abordent généralement le problème de la pauvreté en ville par les bidonvilles, 140 000 familles de sous-locataires de fond de cour, *inquilinos de fundo de quintal*, aux revenus inférieurs à trois salaires minimum. Dès le mois de mars 1989 les *remoços*, les destructions d'invasions avec relogement sur des lots semi-urbanisés, essentiellement à Samambaia commencent. Cette rapidité témoigne de la participation volontaire des populations confiantes dans un recensement dont l'enjeu, l'accès à la propriété, est immédiatement perçu comme positif. Elle témoigne aussi de la vitalité du mouvement populaire, après vingt et un ans de régime militaire.

Les associations qui le représentent relèvent de deux positions souvent antagonistes. Certaines optent pour un travail d'assistance de type paternaliste et sont généralement soutenues par le gouvernement et des notables locaux. Sans contact avec les autres invasions, leur pratique est alors axée sur des rapports de clientèle. D'autres tentent de s'organiser à partir de l'invasion vers l'extérieur, en intersyndicale, et sont plus

perméables à l'influence de l'Eglise et des partis politiques, mais aussi secouées par les rivalités du contexte électoral. Elles fonctionnent alors comme groupe de pression.

La distribution des lots

Pour obtenir un lot, il faut être recensé. Dans le cas des invasions, ce sont les fonctionnaires du Secrétariat des services sociaux, qui vont identifier les baraques et leurs habitants. Les conditions exigées sont de fait réduites au minimum et le contrôle, par nature et surtout par nécessité vis-à-vis d'une population analphabète et sans moyens pour payer transports et certificats notariaux, est peu rigoureux (5). Les locataires, quant à eux, doivent se présenter aux comités de quartier et, outre les conditions demandées aux *invasores*, remplir un questionnaire permettant le calcul des points ouvrant à la prise en considération de la demande de lot (6). Chaque personne recensée doit signer un contrat avec la TERRACAP, organe du gouvernement chargé des affaires immobilières dans le District fédéral. Les lots sont attribués en régime de concession pour dix ans renouvelable, avec interdiction de cession, vente ou location. Le droit d'usage est simplement transmissible aux enfants. Les lots sont de 125 mètres carrés, module qui permet la construction de quelques pièces et l'entretien d'un petit jardin mais qui interdit, à dessein, les constructions de fond de cour. Un lot semi-urbanisé se présente comme un terrain simplement cadastré et délimité par des piquets. Les pistes principales sont tracées.

Les déplacements vers Samambaia, sont échelonnés sur plusieurs mois. Le rythme d'installation moyen tourne autour de soixante-dix familles par jour, fins de semaine et jours fériés inclus. Commencées en mars 1989, ces *remoços* sont orchestrées par les services sociaux avec une étonnante efficacité, la plupart du temps dans le calme et la bonne humeur. La *remoção* de l'invasion de Vila Mina d'Agua constitue un témoignage éloquent du déroulement matériel et humain de l'opération. L'installation des locataires est beaucoup moins spectaculaire. Leur arrivée se fait en ordre dispersé et leur installation obéit à un processus individuel qui dilue les impressions visuelles.

Le déplacement des invasores : le cas de l'invasion Vila Mina D'Agua

L'invasion de Vila Mina d'Agua compte parmi les plus vieilles de Brasilia. Elle occupe toute la quadra 416 de l'aile nord du Plan pilo-

te (7). La majorité des migrants sont originaires du Nordeste (Bahia et Ceara) et affirment une identité socio-culturelle assez marquée. En 1985, plus de la moitié de la population est composée d'enfants nés dans le District fédéral. Les habitants ont su concilier les avantages de la vie urbaine avec leurs activités traditionnelles de subsistance à caractère rural, activités parfaitement reproductibles étant donné la quantité d'espace qu'il leur était possible de s'approprier dans le Plan pilote : une quadra entière pour une population recensée par les services sociaux de 241 familles réparties en 223 baraques, soit environ 1 000 personnes. Bénéficiant des services collectifs de la ville, les résidents assurent une grande partie de leur subsistance par des cultures vivrières d'origine nordestine dont la variété (soixante-douze plantes utiles recensées) fait l'admiration des « visiteurs ». Enfin, la pêche est largement pratiquée dans le lac tout proche. L'invasion est structurée autour d'un noyau d'occupants permanents qui contrôlent l'organisation du quotidien et est parcourue par de nombreux groupes extérieurs qui y développent des actions d'éducation et de bienfaisance. Comment après presque trente ans d'histoire locale, ne pas s'étonner de l'acceptation pacifique par cette communauté de la *remoçad*, vers un lieu distant de vingt-cinq kilomètres, imposée par le gouvernement ?

En février 1989, les services sociaux procèdent au recensement de l'invasion, annoncent le prochain déplacement à Samambaia et organisent plusieurs réunions d'information. Ils peuvent compter sur l'appui de la présidente de l'association des résidents, qui depuis longtemps centralise les divers flux d'aide et s'impose comme unique interlocutrice. Le contrôle social de l'association est fort et sans doute d'autant plus que, se cantonnant à un rôle d'assistance grâce à l'aide du gouvernement du District fédéral, elle se proclame apolitique. Le programme de relogement est présenté comme visant une meilleure justice sociale, mais où l'habitat et l'espace, neutres, planifiés, sont vidés de leurs enjeux sociaux. Or, aller s'installer à Samambaia n'offre pas que des avantages. Si certains services collectifs, comme le ramassage des ordures, sont assurés, vivre dans la nouvelle ville satellite implique le recours systématique aux transports en commun, le renoncement du fait du manque d'espace aux activités de subsistance, pêche et culture, une détérioration des conditions de santé et d'éducation, au moins pour quelques années. Pourtant pour la majorité des familles, les conséquences de ce déracinement semblent faibles au regard d'un accès légal à la propriété.

La vie suit son cours dans l'invasion jusqu'au jour prévu où la baraque doit être complètement démontée. Les matériaux serviront pour cons-

truire le jour-même sur le lot le nouveau logement où il dormira. S'ils étaient abandonnés, ils risqueraient de servir immédiatement à la construction sur place de nouvelles baraques et empêcher le passage des bulldozers. Cette obligation a posé de graves problèmes aux locataires des invasions qui ne pouvaient détruire la baraque de leur propriétaire, théoriquement seul habilité à réclamer un lot. On constate à cette occasion que l'aménagement interne des baraques est très organisé, en plusieurs pièces, que l'équipement ménager dépasse le strict minimum. Aucune violence, ni pression n'est perceptible. Aucun policier n'est présent.

A Samambaia, une dizaine d'assistantes sociales indiquent les lots et donnent les consignes. Des travailleurs sociaux expliquent aux hommes les principes de construction pour respecter l'alignement des baraques et aménager une fosse septique. Les femmes seules, les handicapés et les vieillards sont aidés pour l'édification de leur maison.

Les scènes observées dans ce paysage de *cerrado* pourraient appartenir à la fiction et pousser au lyrisme. Samambaia apparaît comme l'aboutissement d'un long itinéraire et fait ressurgir l'espoir de la réussite, l'émotion du pionnier face à la découverte de cet ailleurs qui lui appartient aussitôt. Déjà quelques hommes armés de binette proposent, moyennant finances, d'aider au débroussaillage. Ceux qui sont là depuis quelques jours ont déjà reconstruit leurs maisons et accueillent avec enthousiasme les derniers venus comme rassurés de retrouver des anciens voisinages, de voir leur quartier se peupler et s'animer. L'invasion resurgit d'un coup au milieu du nouveau décor. Mais tout est à faire dans ce nouvel habitat où rien n'existe encore et où la présence humaine précède la construction.

L'arrivée des inquilinos

Si l'on change de quadra pour se rendre sur les sites destinés aux locataires, le paysage change malgré cette monotonie des tracés. Les procédures d'installation sont totalement différentes. Par leur dissémination dans le tissu urbain et leur invisibilité, les locataires de fond de cour étaient difficiles à repérer. Ils sont beaucoup plus nombreux qu'on ne le soupçonnait : 140 000 familles recensées contre 40 000 familles d'*invasores*.

L'arrivée progressive des locataires sur le lieu de leur future résidence est beaucoup moins spectaculaire car moins planifiée que celle des *invasores*. Les attributaires de lot embauchent souvent des professionnels de la

construction et l'on voit se monter de véritables chantiers où argent et temps sont investis largement. Les femmes et les enfants ne rejoindront le lot qu'à l'achèvement des travaux. La démarche des locataires apparaît fondamentalement différente de celle des *invasores*. Le signe de propriété réside dans l'investissement plus que dans l'occupation. Ils disposent d'un délai d'un mois pour la construction de leur maison. Pourtant de-ci de-là, on aperçoit des baraques en bois d'apparence modeste voire misérable : les locataires ne constituent pas une couche homogène, leurs ressources sont très inégales et leurs stratégies d'occupation très diversifiées. Sous ce terme ont été confondues des situations très diverses : locataires par choix, locataires par nécessité, enfants ou parents en surnombre, à titre gratuit, en sous-location ou en location formelle. Leur seul point commun est d'avoir été reconnu comme *inquilinos de baixa renda* par les associations.

Samambaia, ville carrefour

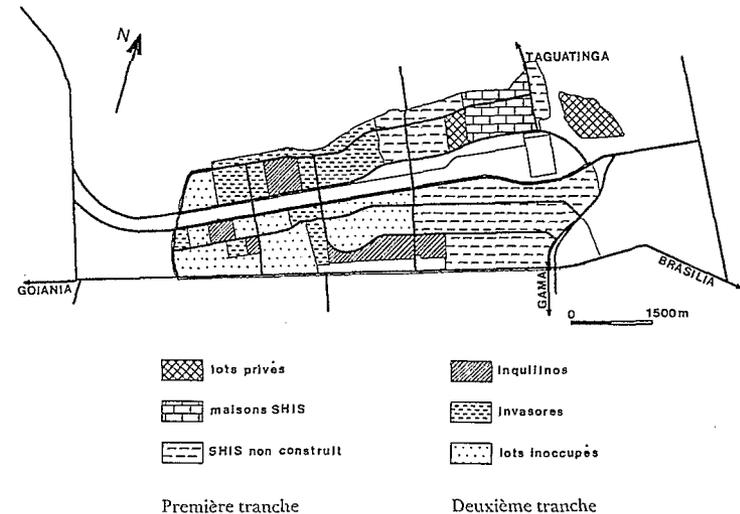
La nouvelle ville satellite de Samambaia offre un aspect très particulier. C'est encore une ville en chantier qui, un an après son inauguration en décembre 1988, compte plus de 100 000 personnes. D'un jour à l'autre sa physionomie change avec la consolidation des infrastructures, avec les nouvelles arrivées, avec les modifications que chaque famille s'ingénie à porter au module type ou au lot qu'elle a reçu : murs, garage, jardin, construction en étage, modifications des portes et fenêtres, commerces informels, etc. Ses quartiers en processus intense et rapide de différenciation rendent compte de l'hétérogénéité de sa population.

Conçue en 1978 dans le cadre du PEOT pour répondre au manque de logements du District fédéral. Elle devait recevoir 350 000 personnes en plusieurs étapes. Par sa situation, sur la route de Goiânia, immédiatement au sud de Taguatinga, elle devait densifier le tissu urbain et agrandir l'agglomération Taguatinga-Ceilandia. La ville a été conçue par la Terracap qui a réalisé les infrastructures et mis les lots sur le marché immobilier, par des ventes aux enchères publiques. Les travaux ont beaucoup tardé et la mise des lots aux enchères s'est effectuée très lentement, au compte goutte, sans qu'il soit possible d'en déterminer réellement les raisons.

Deux tranches successives de travaux ont abouti à la formation de quatre quartiers (figure 2) représentatifs avant tout de quatre types d'accès officiels à la ville. L'expansion de la ville, qui correspond à la deuxième tranche entreprise pour le programme de relogement, a été précipitée après les assises de l'habitation.

Dans la première tranche, sur une surface réduite, cohabitent une population de propriétaires aisés et une population aux revenus modestes de candidats à la propriété. Une quarantaine de quadras restent inoccupées et nues, simplement marquées par les routes de dégagement et les poteaux électriques. Le premier quartier est constitué de lots destinés à satisfaire la demande de la « classe moyenne. » (8) A ses côtés et sous la pression du gouvernement du District fédéral, la SHIS s'est portée acquéreur de l'ensemble de huit quadras sur lesquelles elle a construit les 3 000 petites maisons-modules qui forment le deuxième quartier (9) destiné à une population privilégiée, capable de satisfaire aux conditions d'inscription, mais surtout capable de se débrouiller face à l'administration. Pour beaucoup l'attente a été très longue, parfois près de quinze ans.

L'OCCUPATION DE SAMAMBAIA AU 1^{er} 11.1989



La seconde tranche de travaux, une cinquantaine de quadras tracées du jour au lendemain vers l'est, a été entreprise pour le programme de relogement. A la fin du programme (mars 1990) toutes les quadras seront occupées et on y prévoit des extensions. L'extension de la ville à l'est accueille le troisième quartier, peuplé par les habitants des invasions du programme d'*assentamento* installés progressivement depuis la mi-mars 1989. C'est une population pauvre provenant des invasions. Les lots semi-urbanisés sont réduits au minimum d'infrastructure et les maisons reconstruites avec les matériaux de l'invasion, si ce n'était l'alignement rigoureux des lots, formeraient un nouveau *bindonville*. Il regroupe au début février 10 000 familles. Le quatrième quartier est composé des maisons des locataires pauvres inclus dans le programme d'*assentamento*. Certains construisent directement en dur, d'autres construisent avec des matériaux de récupération. Ce quartier regroupe au début février 12 500 familles.

Bien que se plaignant unanimement de la délinquance et de la violence, du manque de services et d'infrastructures qui feraient de Samambia une ville « normale » (postes de police, écoles, dispensaires, transports, terrains de sport...), tous ces groupes semblent vivre en bonne intelligence. L'euphorie de l'accès à la propriété et l'agitation de l'installation donne à Samambaia une ambiance de grand chantier. La différenciation des quartiers comme la diversité des types de logements de Samambaia ne se superposent pas avec celle de leurs occupants. La chronologie de l'occupation, le statut socio-économique de leurs habitants ou leur niveau d'équipement ne sont pas des facteurs déterminants pour analyser ces quartiers. L'hétérogénéité de la ville ne réside pas tant dans sa population, que dans les itinéraires qu'ont suivis ses habitants pour y accéder.

TRAJECTOIRES URBAINES

L'histoire urbaine des familles de Samambaia peut être confondue avec leurs stratégies d'insertion. Les migrants arrivent à Brasilia démunis et sans qualification professionnelle. De l'histoire qu'ils vont vivre dès leur arrivée dans le District fédéral dépendra la réussite de leur intégration. On les retrouve à Samambaia comme bénéficiaires des maisons de la SHIS, comme anciens locataires ou encore comme *ex-invasores*. Si ces différents statuts sont censés recouper des catégories socio-professionnelles distinctes, ce n'est pas souvent le cas dans la réalité. Les bénéficiaires du programme n'ont parfois rien à envier aux occupants des maisons de

la SHIS, de même que les locataires peuvent parfois être en meilleure posture que certains propriétaires des maisons de la SHIS. Derrière des statuts officiels ou apparents, se cachent des stratégies d'occupation à l'avantage des uns ou des autres. Ainsi, l'analyse de la succession des statuts dans le temps et l'espace est révélatrice des modalités d'insertion des familles dans le tissu urbain.

Les réseaux de connaissance

Pour les habitants de Samambaia, arrivés dans le District fédéral dans la majorité des cas depuis plus de dix ans et bien souvent alors qu'ils étaient encore enfants, le départ du lieu d'origine est motivé par le manque de ressources locales, la recherche d'un travail plus valorisant et moins dur ou encore par le goût de l'aventure. Les services offerts par la ville (essentiellement en matière de santé) sont parfois déterminants dans le choix du départ. Les possibilités de travail sont nombreuses, et les salaires jusqu'à quatre fois supérieurs aux revenus atteints dans certaines régions déshéritées du Piauí ou du Maranhão. Les réseaux familiaux jouent un rôle important dans cette première étape dans la mesure où ils se constituent progressivement en véritables « couloirs » migratoires entre le rural et l'urbain. Les premiers arrivés, souvent des « constructeurs » de Brasilia, s'ancrent dans la ville : ils bénéficient généralement de logements provisoires offerts par l'Etat. Ce n'est que dans un deuxième temps, lorsque qu'on leur supprime ce droit à un logement, qu'ils basculent, malgré eux, dans la marginalité ou l'illégalité. On les retrouve ultérieurement, inscrits sur les listes de la SHIS ou bénéficiaires d'un lot constructible dans une des villes satellites, à l'extérieur de Brasilia. Les arrivées du pays d'origine se succèdent et s'échelonnent dans le temps en empruntant les couloirs de migration et il est très rare qu'une famille ou un individu se déplace sans s'être assuré de l'existence d'une « structure d'accueil », qu'elle soit légale ou illégale. Les célibataires trouvent rapidement un travail dans la construction civile ou comme gardien dans le cas des hommes, ou de domestique pour les femmes. Le mariage ou la naissance des enfants provoque le départ pour un *fundo de quintal*, l'employeur étant rarement disposé à loger toute une famille. Mais ce temps de répit a permis d'élargir le réseau de connaissance et de s'habituer à la vie urbaine.

Certains ne s'installent pas définitivement à Brasilia et décident de tenter à nouveau leur chance en milieu rural, les liens avec le lieu d'origine étant toujours maintenus. Mais la faiblesse des revenus et la difficulté du

travail incitent les familles à être mobiles et effectuer de nombreux aller et retour entre le District fédéral et la région d'origine. Si le travail y est moins bien rémunéré, le logement en contrepartie ne pose aucun problème. La famille va donc arbitrer continuellement entre les possibilités d'emploi et de logement pour décider d'un retour ou d'un départ. Paradoxalement, la possibilité d'obtenir une place dans une favela contribue largement à l'installation définitive. Enfin, jusqu'au récent programme Roriz, les familles susceptibles d'être relogées gratuitement par l'Etat étaient celles qui résidaient dans des invasions, le statut d'inquilino étant perçu comme socio-économiquement supérieur. Ces derniers étaient surtout demandeurs de maisons SHIS et attendaient souvent plus de dix ans pour les obtenir. Sous cet angle, l'invasion apparaissait comme la stratégie la plus rentable.

Une fois introduit dans la ville, le migrant commence un véritable marathon dont chaque étape va dépendre de son accès à un logement. Les résidents passent du statut de migrants à celui de membres d'une invasion précise, puis de citoyens de Brasília.

Entre le locatif et l'invasion

Pratiquement aucune des familles interrogées n'a rejoint directement une invasion au moment de son arrivée dans le District fédéral. L'écrasante majorité est passée par la location d'un fundo de quintal qui fait suite à l'hébergement par la famille, les amis ou les employeurs. Dans cette perspective, la dynamique des invasions n'est pas directement liée aux flux migratoires de la campagne vers la ville. L'invasion est le produit d'une redistribution interne de l'espace urbain, elle est l'aboutissement d'un parcours jalonné par une succession de logements. C'est généralement le nombre d'enfants et les loyers de plus en plus élevés, qui déclenchent le départ pour l'invasion. Mais ce départ ne peut pas s'improviser car le droit à l'invasion n'est pas systématique. Il faut y être introduit par des réseaux de connaissance, attendre une opportunité : une baraque à louer, un ami de travail qui cède sa place, un parent déjà installé, un groupe de la même région d'origine... La famille achète alors son droit d'installation (rachat des murs). L'accès à l'invasion prouve un certain degré d'insertion socio-économique. On y vit en communauté ou par groupe d'appartenance. Les problèmes sont partagés, la solidarité donne plus de force face aux riches d'expulsion. Les améliorations sont sensibles, les commerces se multiplient, les familles s'organisent et s'entraident. Au fur et à mesure de son développement et compte-tenu de

l'importance du regroupement (nombre d'habitants et situation géographique), les places deviennent plus rares et plus chères dans cet habitat. Mais le risque d'expulsion, plus que le manque de moyens, limite les investissements. On se contente de faire du bricolage, des améliorations récupérables et transférables en cas d'expulsion. Le problème majeur reste le manque d'eau.

La location d'un fundo de quintal n'est pas une situation enviée par les invasores qui se souviennent des conditions difficiles qu'ils ont dû supporter. Cela coûte cher et présente peu d'avantages. Si l'accès facilité à l'eau en est un aspect positif, l'entassement de plusieurs familles dans des baraques en bois généralement dissimulées au fond d'une cour ou d'un jardin sordide, en fait un lieu de vie malsain. Avoir des enfants signifie pour une famille perdre son logement pour un logement plus exigü jusqu'au moment de l'expulsion, à moins qu'on ait le choix de l'invasion. Pour une femme cela signifie aussi perdre son travail.

L'itinéraire des locataires, au fur et à mesure de la naissance des enfants et de leur temps de séjour, est mouvementé. L'inquilino est par définition nomade. Il change de multiples fois de domicile pour échapper à son créancier ou obtenir une location à meilleur marché. Certains rejoignent une invasion à condition qu'ils aient une opportunité d'installation, le jour où le loyer devient trop élevé. D'autres refusent ce processus et restent, par tous les moyens, dans le locatif, quitte à vivre dans des conditions souvent très précaires. Le souci de rester dans la légalité, de ne pas se marginaliser, est considéré comme une meilleure stratégie d'insertion. Ils préfèrent investir tous leurs revenus dans le locatif, même s'ils se heurtent rapidement aux exigences des propriétaires contre lesquels ils n'ont aucun recours. Cette population, locataire pour raisons de principes, est difficile à repérer et à distinguer des locataires qui le sont dans des conditions acceptables. Cette confusion a été largement utilisée par les plus nantis au moment de la diffusion du programme Roriz. Certains d'entre eux, inscrits depuis plus de dix ans sur les listes de la SHIS, attendent toujours leur module.

Le paradoxe est étonnant puisque l'habitant de l'invasion se stabilise apparemment plus vite que celui du fundo de quintal. Son insertion dans un groupe relativement homogène, son mode d'existence, donnent plus de prise à un contrôle social, que celui-ci se fasse sous couvert de l'assistance « charitable » ou de structures internes de contre-pouvoir. L'inquilino lui n'a en réalité aucun droit et la légalité de sa situation est tout aussi illusoire. Son inexistence comme groupe social stimule peu les actions d'assistance ou d'encadrement à son égard. Les inquilinos et

invasores se considèrent comme deux mondes différents et représentent, de fait, deux univers distincts très perceptibles à Samambaia où leurs différences sont renforcées par des procédures d'acquisition de lots propres à chaque statut. Le statut d'inquilino est un choix autant que peut l'être celui d'invasor. Si l'on passe couramment du statut de locataire à celui d'invasor, le processus inverse est pratiquement impensable. Et c'est peut-être cette irréversibilité de situation qui fait craindre à quelques familles d'effectuer ce pas. L'occupant des bidonvilles ne redevient jamais locataire. Il ne cède sa place que pour s'approprier un autre lieu ou bénéficier d'un programme de logement, mais jamais pour retourner dans une location. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, le migrant ne gagne pas d'abord un bidonville, pour devenir par la suite locataire, avant de terminer victorieusement propriétaire selon une théorie linéaire de l'insertion urbaine.

Les grands perdants de cette « gestion informelle » de l'urbain sont certainement les locataires irréguliers des maisons SHIS. En situation illégale et invisible à la fois, ils n'ont pas su tirer profit de la politique de logement du District fédéral.

La propriété : une étape éphémère

Parmi les personnes interrogées à Samambaia, qu'elles viennent des bidonvilles ou des locations, beaucoup sont arrivées en compagnie de leurs parents. Parmi ces derniers, un grand nombre, à un moment précis de leur histoire, ont déjà bénéficié d'un programme d'assentamento ou d'une maison de la SHIS. Comment expliquer la perte de ce droit au logement, *a priori* irréversible ? Si l'on admet que le logement est un moyen d'insertion socio-économique important, il n'en demeure pas moins qu'il représente souvent, après acquisition, une dépense complémentaire face à des revenus qui stagnent. Le prix de la légalisation est en effet celui de l'accès aux services urbains (eau et électricité, transport). L'épargne reste donc impossible et les individus continuent à vivre selon le même modèle. Dans certains cas, les familles ne font plus face aux dépenses occasionnées par le logement et sont tentées de céder à nouveau ce capital au plus offrant pour résoudre momentanément leurs difficultés. Dans d'autres situations toutes aussi courantes, l'éclatement de la famille ne permet pas à tous ses membres de se loger sous le même toit, à moins qu'il ne provoque lui aussi la vente des biens. Cette redistribution de la propriété peut être liée à de multiples causes : décès des parents et reprise du lot par un des frères, mariage et naissance

d'enfants qui interdisent à la deuxième génération de cohabiter plus longtemps, ou encore séparation des conjoints. Que ce soit pour des raisons avouées (divorces, enfants) ou inavouées (spéculation ou pauvreté), la propriété s'inscrit comme une étape éphémère. Elle n'est pas une condition suffisante de réussite économique mais elle est un moyen d'intégration sociale. Le même schéma se reproduit d'une génération à l'autre ce qui donne une idée du problème que risque de connaître le Brésil dans une dizaine d'année si la situation de précarité vécue par les générations urbaines à venir n'est pas endiguée.

L'idée de la propriété est pourtant très forte à Samambaia. Il n'est jamais question de vendre et il est rappelé à ce sujet, que la vente des lots et la location ne sont pas autorisées par les autorités qui admettent cependant qu'il est très difficile de contrôler la situation.

Dans l'euphorie des premiers jours, les familles sont satisfaites de ce déplacement. Si les conditions de travail vont être plus difficiles, la sécurité gagnée en terme de logement est pour l'instant supérieure. C'est un peu comme si le logement primait sur le travail. Il est une condition d'insertion primordiale et mieux vaut perdre son travail pour s'assurer un logement définitif. Par expérience et parce que les générations précédentes l'ont déjà prouvé, on sait que le revenu gagné par le travail ne permet pas d'accéder à la propriété puisqu'il n'y a pas de possibilité d'accumulation. Chacun est condamné à bien se positionner dans la course à la propriété et à penser sa trajectoire urbaine en fonction des opportunités offertes. Le logement proposé par l'Etat représente un capital immédiat, inespéré, qui justifie pleinement la perte momentanée de l'emploi.

L'isolement géographique de Samambaia, renforcé par l'inefficacité et le coût des transports en commun, n'autorise pas les familles ayant un emploi trop précaire ou trop mal rémunéré à le conserver. Le prix du logement est pour les plus démunis la perte du travail et la sous-alimentation. Il est à craindre qu'à moyen terme, le chômage forcé ne soit la règle à Samambaia. La dégradation des conditions d'existence est accélérée par le manque d'accès aux activités de subsistance offertes par Brasilia (mendicité, vol, échanges de services, circuits de débrouille...). Tout un manque à gagner, celui des « miettes de la ville », fait cruellement défaut dans beaucoup de familles. La multiplication des petits bars offrent une bien piètre alternative.

DYNAMIQUES URBAINES ET MARCHÉ DU LOGEMENT

S'il est prématuré de tirer des conclusions sur le programme de relogement des populations pauvres du District fédéral et de prévoir l'avenir d'une ville comme Samambaia, les enquêtes menées permettent de disposer de nombreuses informations sur Brasilia et de mettre en évidence des éléments caractéristiques du problème du logement de façon plus générale.

D'abord, Brasilia jouit toujours de son image pionnière. Les conditions de vie y sont, de l'avis même de ses habitants anciens migrants, meilleures que partout ailleurs au Brésil. Il y a toujours des emplois disponibles. Si ceux-ci sont faiblement qualifiés, instables et mal payés, ils supportent avantageusement la comparaison avec ceux qu'offre la région d'origine. Les retombées des dépenses de l'Etat créent de multiples activités parallèles. Toutes les personnes interrogées ont trouvé un travail dans le mois de leur arrivée et se plaignent surtout des difficultés de transport.

Pourtant, il ne faut pas en déduire que l'étonnante croissance démographique de Brasilia dépend essentiellement des migrations. Le taux de natalité est très élevé et déjà plus de la moitié des habitants sont nés dans le District fédéral. Les habitants de Samambaia, quel que soit leur itinéraires vivent dans le District fédéral en moyenne depuis plus de dix ans.

Le recensement a fait apparaître une ville souterraine, occultée lorsqu'on évoque le Plan pilote et les villes satellites : 140 000 familles de locataires de fonds de cour et 40.000 familles d'*invasores*, soit un tiers de la population de Brasilia, travaillent et font vivre la ville, ni vus, ni reconnus. Mais aussi imposant que puisse être le programme, par le nombre de personnes concernées et par son dynamisme et sa rapidité d'exécution, il ne diffère guère des politiques suivies pour préserver le Plan pilote depuis la création de Brasilia. Il relève de la même logique d'exclusion, loin du centre du pouvoir, au delà d'un véritable vide sanitaire, d'une population défavorisée socialement, bien que totalement intégrée à l'économie, officielle ou non, de la ville. A côté de la ville-mère, capitale et vitrine hyperplanifiée, coexistent des villes satellites cachées au regard, issues pour la plupart d'interventions d'urgence comme Samambaia, dont la planification est réduite aux tracés rectilignes qui délimitent et contrôlent leur espace, mais qui n'ont fait l'objet d'aucune étude d'urba-

nisme et qui ont été mises en oeuvre autoritairement par le gouvernement du District fédéral.

On peut s'étonner de la passivité, voire même de la participation, des habitants, de la simplicité avec laquelle des invasions de plus de vingt ans ont été éradiquées et des milliers de familles expulsées et transplantées. Certains y voient un succès de la démocratie et la preuve que le programme répond aux vœux des populations. Il serait plus juste de s'interroger sur les limites d'une démocratie où la majorité des associations ont été créées lors de la période militaire (Schneider, 1989) et où les pouvoirs publics envoient en premières lignes des groupes d'assistantes sociales. Le problème du logement devient alors un sujet dénué de sens politique et cela explique en partie l'absence des syndicats professionnels dans les luttes urbaines au profit d'une abondance d'associations aux intérêts mal définis. Les dernières élections présidentielles laissent un peu perplexe : la plus grande et la mieux organisée des invasions, celle qui a lutté avec succès pour sa fixation, le grand bidonville de Paranoa, a été le seul secteur du District fédéral où Fernando Collor l'a emporté.

Le logement constitue la priorité des revendications des citoyens, bien avant l'emploi ou l'éducation. Il est le support d'enjeux contradictoires. Pour le gouvernement, c'est un moyen spectaculaire et relativement bon marché de s'acquérir une clientèle importante, tout en repoussant les problèmes plus complexes de l'organisation de la ville et de la distribution des revenus. Le pouvoir effectue un transfert de rente foncière et offre des abris. Pour les habitants, le logement est une marchandise que l'on peut faire prospérer et qui forme un capital négociable. Ce bien d'échange et d'usage n'est pas neutre, il symbolise aussi une insertion dans la ville, des racines pour une population migrante, c'est-à-dire une place dans un réseau social, qui dépasse largement les liens du clientélisme. Il accompagne et fait partie de l'histoire de chacun. Indépendamment de projets de planification et de gestion urbaine de l'Etat, s'établit un statut parallèle, informel du logement.

Le circuit d'insertion en ville ne suit pas un schéma linéaire de réussite sociale urbaine où le migrant commencerait par s'agglomérer à une favela choisie au hasard, puis passerait par la location pour terminer par l'accès à la propriété. Le locatif de fond de cour est une étape presque obligée des nouveaux venus et de ceux qui ne bénéficient pas des réseaux sociaux nécessaires pour le quitter, de la majorité des plus pauvres (Tribillon, 1988).

Cet enchevêtrement de situations confirme qu'une population, formée par une histoire migratoire inter-urbaine et intra-urbaine, se définit

davantage par ses itinéraires, sa dynamique, que par sa composition sociale analysée en termes de catégories descriptives (Touraine, 1989). L'appartenance à une catégorie sociale et professionnelle est rarement revendiquée par les citadins enquêtés, alors qu'ils revendiquent une identité fondée sur leurs liens avec la région d'origine et les réseaux sociaux qui leur ont permis d'accéder au logement. Le thème du logement est alors le meilleur fil conducteur pour le recueil d'histoires de vie et la compréhension des phénomènes urbains.

NOTES

1. Cet article a été écrit dans le cadre des accords de coopération scientifique entre l'ORSTOM et le CNPq et de l'appel d'offre du ministère français de la Recherche : *Circulation des hommes et des richesses*. Nous remercions ici pour leur indispensable appui au déroulement des enquêtes le professeur Marília Peluso du département de géographie de l'université de Brasília et le chercheur géographe Fernando Monteiro Ribeiro.
2. Ce plan est élaboré dans le cadre d'une vision de l'aménagement du territoire, de la planification et de la politique urbaines comme des disciplines où les experts élaborent modèles techniques et méthodes de rationalisation des choix. Le facteur humain est réduit à une classification de la population en classes de revenus qui conditionnent un type de logement.
3. Ce sera le dernier gouverneur nommé par le président de la République. En 1990 doivent avoir lieu les premières élections directes dans le District Fédéral. Le gouverneur Roriz a fait part de son intention de se porter candidat.
4. On trouve la majeure partie des références du grand programme d'*assentamento das populações de baixa renda* dans ces échanges, car aucun texte officiel, aucun décret n'est publié. Les actes des assises sont quasiment introuvables à la suite du déménagement des bureaux de la SHIS.
5. La famille doit justifier de son identité et de ses charges, d'un revenu inférieur à trois salaires minimum, et présenter un certificat des trois offices de notaires de Brasília garantissant la non-propriété d'un bien immobilier dans le District fédéral.
6. Le maximum de points correspond au maximum de misère : revenus, nombre de personnes à charge, temps de résidence à Brasília, situation de logement, âge, situation exceptionnelle...
7. Cette situation, proche de l'université, lui a valu d'être le sujet d'une thèse sur les écosystèmes urbains qui permet de suivre son évolution jusqu'au jour de la *remoção* (Dias, 1989).
8. De fait, seules une petite superficie à la périphérie nord de la ville destinée à la construction de villas et la quadra 406 furent acquises par des particuliers et par la coopérative des Forces armées.
9. Ces maisons ont été distribuées de janvier à mars 1989 aux personnes inscrites sur les listes de la SHIS suivant le décret paru au Journal Officiel du 05/01/87 qui précise les conditions d'inscription.

BIBLIOGRAPHIE

Les enquêtes sur le terrain ont été réalisées de novembre 1988 à décembre 1989 par Catherine Aubertin, Marion Aubrée, Marília Peluso, Florence Pinton, Fernando Ribeiro et Laurent Vidal

- AUBERTIN, Catherine et BENTES, Duda, *Brasília - Distrito federal*, Paris, ORSTOM, 1989.
- AUBERTIN, Catherine et PELUSO, Marília Luiza, *Du symbolique au pragmatique : les politiques de l'habitat dans le District fédéral*. (À paraître, 1990).
- CODEPLAN (Companhia do Desenvolvimento do Planalto Central), *Plano Estrutural de Organização Territorial do Distrito federal (PEOT)*, Convenio, Brasília, SEPLAN/GDF. CODEPLAN, 1977.
- CODEPLAN (Companhia do Desenvolvimento do Planalto Central), *Caracterização do território e da população do Distrito federal*. Brasília, CODEPLAN, 1984.
- COSTA, Lucio, Brasília revisitada : 1985-1987, *Diário Oficial do Distrito federal*, 23 octobre 1987, Brasília.
- DIAS, Genebaldo Freire, *Populações marginais em exossistemas urbanos*. Brasília, IBMARNR, 1989.
- DURAND-LASSERVE, Alain, Le logement des pauvres dans les villes du Tiers Monde. Crise actuelle et réponses in *Revue Tiers-Monde* n°116, IEDES-PUF, 1988.
- DURAND-LASSERVE, Alain, Dispositifs de régularisation foncière et intégration des populations urbaines marginalisées, Communication au colloque *CECOD : Logiques étatiques et pratiques populaires dans les sociétés dépendantes*. 19-20 octobre 1989. CECOD-IEDES, Paris.
- HEUZE, Claire, Emergence d'une capitale, Brasília, in *Cahiers ORSTOM*, série des Sciences Humaines, 1986, vol. 22, n° 3-4 pp.429-442.
- OLIVEIRA, Marília Peluso de. *O mercado imobiliário urbano na periferia do Distrito Federal ; um estudo de caso : a cidade ocidental*, Thèse de Mestrado. Université de Brasília, 1983.
- PAVIANI, Aldo (org.), *Brasília, ideologia e realidade. O espaço urbano em questão*, São Paulo, Editora Projeto, 1985
- PAVIANI, Aldo (org.), *Urbanização e metropolização. A gestão dos conflitos em Brasília*, Brasília, Editora da UNBCODEPLAN, 1987.
- PAVIANI, Aldo, *Brasília, a metrópole em crise*, Brasília, Editora da Universidade de Brasília, 1989.
- ROCHFORT, Michel (org.), Le logement des pauvres dans les villes du Tiers Monde, n° spécial de la *Revue Tiers-Monde* n°116, IEDES-PUF, 1988.
- SHIS, Sociedade de habitações de interesse social. *Relatório da pesquisa realizada com a coleta de dados através da Ficha social*, Brasília, PRODEC-SHIS, 1989.
- SCHNEIER, Graciela, Autour de la notion de local dans l'urbain en Amérique latine : l'exemple de Buenos Aires, Communication au colloque *CECOD : Logiques étatiques et pratiques populaires dans les sociétés dépendantes*. 19-20 octobre 1989. CECOD-IEDES, Paris.
- TOURAINÉ, Alain, *La parole et le sang*, Paris, Odile Jacob, 1989
- TRIBILLON, Jean-François, Le logement du peuple par le peuple : le locatif populaire en Afrique et dans le Tiers Monde in *Revue Tiers-Monde* n°116, IEDES-PUF, 1988.
- VESENTINI, José William, *A capital da Geopolítica*, São Paulo, Editora Atica, 1987.

Catherine Aubertin* - Florence Pinton**

* Chercheur ORSTOM

** Chargée d'enseignement à l'université de Paris X - Nanterre

Catherine Aubertin, Florence Pinton.- Itinéraires urbains autour de Brasília : entre le locatif et l'invasion.

Le grand programme d'installation des populations pauvres sur des lots « semi-urbanisés » concerne près du tiers des habitants du District fédéral. Ce projet est exemplaire, par son ampleur, par les modalités de son déroulement et par les inflexions radicales qu'il met en évidence en matière de gestion urbaine. Cet article privilégie l'étude des trajectoires urbaines. Une population, formée par une histoire migratoire inter-urbaine et intra-urbaine, se définit davantage par ses itinéraires et sa dynamique, que par sa composition sociale analysée en termes de catégories descriptives. Le thème du logement apparaît comme le meilleur fil conducteur pour le recueil d'histoires de vie et la compréhension des phénomènes urbains.

Catherine Aubertin, Florence Pinton - Itinerarios urbanos en la periferia de Brasília : entre la locación y la invasión.

El gran programa de instalaciones de poblaciones pobres en lotes « semi-urbanizados » concierne cerca de un tercio de habitantes del Distrito federal. Este proyecto es ejemplar, por su amplitud, por las modalidades de su

desarrollo y por las inflexiones radicales que pone en evidencia en materia de gestión urbana. Este artículo privilegia el estudio de trayectorias urbanas. Una población, formada por una historia migratoria inter-urbana e intra-urbana, se define por sus itinerarios y su dinámica, por su composición social analizada en términos de categorías descriptivas. El tema de la vivienda aparece como el mejor hilo conductor para la recolección de historias de vida y la comprensión de fenómenos urbanos.

Catherine Aubertin, Florence Pinton.- Itinerarios urbanos na periferia de Brasília : entre o aluguel e a invasão.

Este artigo coloca em relevo o estudo das trajetórias individuais no meio urbano. No caso em pauta esta população, marcada por uma história de deslocamentos inter e intra urbanos, deve ser definida, antes de tudo, por seus percursos errantes e sua dinâmica, que por sua procedência social, tomada em termos de categorias descritivas. O tema habitação, à medida em que aponta a rede de relações necessárias à integração urbano, surge como fio condutor privilegiado para o levantamento de histórias de vida, possibilitando uma compreensão mais aprofundada dos fenômenos urbanos.

GOUVERNER LA VILLE

MOUVEMENTS REVENDICATIFS URBAINS FACE A L'ETAT AU BRÉSIL

Au Brésil et plus particulièrement dans le grand São Paulo, les mouvements urbains revendicatifs ont rassemblé dès leurs premières manifestations un ensemble d'acteurs très différents par leur origine et leurs pratiques politiques. Malgré leur manière hétérogène de concevoir les stratégies de mobilisation et la signification politique des luttes, le quartier reste un lieu privilégié, offrant non seulement un espace de survie face au contrôle exercé par le régime sur les activités politiques et syndicales dans les années soixante-dix mais aussi des espaces diversifiés favorisant l'émergence des demandes relatives à la reproduction sociale et aux conditions de vie des secteurs les plus défavorisés des villes et des métropoles brésiliennes.

Avec la crise d'autoritarisme, les mouvements et les organisations politiques d'opposition se développent créant un cadre favorable à la consolidation des luttes des habitants des quartiers pour le droit à la citoyenneté. Beaucoup de ces mouvements agissent comme catalyseur dans la diffusion à l'échelle nationale d'un discours contre l'Etat, un discours qui reflète la coupure entre celui-ci et la société civile et qui stimule l'émergence de diverses formes de résistance. Les changements politiques postérieurs, qui impliquent un lent processus de démocratisation de la société, mettent en évidence l'existence de tensions permanentes à l'intérieur du mouvement social opposant résistance et institutionnalisation.

Le développement des mouvements sociaux au Brésil est avant tout la traduction de la précarité, de l'absence des systèmes de représentation ou de la nature des institutions créées pendant la période autoritaire. Avec le renversement de cette situation et la réapparition de partis concurren-

Texte traduit du portugais par Hélène Le Doaré